

Vu l'urgence motivée par le fait que la Financière TGV est appelée à réaliser dans les délais les plus brefs une première tranche du financement du projet TGV organisé par la loi du 17 mars 1997 précitée et qu'il importe dès lors qu'elle soit constituée sans délai;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et de Notre Ministre des Transports et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les premiers statuts de la Financière TGV sont établis conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur et Notre Ministre des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT
Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Annexe à l'arrêté royal du 13 avril 1997

FINANCIERE TGV. — STATUTS

TITRE Ier. — *Dénomination, siège, objet, durée*

Article 1^{er}. La société a la forme d'une société anonyme de droit public.

La société est dénommée en français « Financière TGV » et en néerlandais « HST-Fin ».

Sa dénomination devra toujours être précédée ou suivie dans tous les actes, annonces, publications, correspondance et autres documents émanant de la société de la mention « société anonyme de droit public » ou « naamloze vennootschap van publiek recht », selon le cas.

Art. 2. La société est régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV (ci-après « la loi de base »).

Art. 3. Le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 54.

La société aura un siège d'exploitation à 1060 Bruxelles, rue de France 85.

Sur simple décision du conseil d'administration, le siège social ou le siège d'exploitation visé à l'alinéa 2 peut être transféré en tout autre endroit dans l'une des dix-neuf communes de Bruxelles.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participation dans le capital de la Société nationale des Chemins de fer belges (la « S.N.C.B. ») afin de contribuer, dans l'intérêt public, à la réalisation par cette dernière de l'infrastructure et du matériel roulant nécessaires à l'exploitation des lignes pour le Train à Grande Vitesse (« TGV ») sur le territoire belge.

Elle peut, à cette fin, effectuer l'apport dont elle est chargée par la loi de base, par souscription à des actions sans droit de vote à émettre par la S.N.C.B., aux conditions fixées par le protocole de gestion conclu conformément à l'article 10 de la loi de base (le « Protocole de gestion avec l'Etat »).

Elle peut, en outre, conformément au Protocole de gestion avec l'Etat, procéder à la vente des biens immobiliers qui lui seront apportés conformément à l'article 6, § 2, de la loi de base.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens de omstandigheid dat HST-Fin op zeer korte termijn een eerste schijf van de financiering van het HST-project, georganiseerd door voornoemde wet van 17 maart 1997, dient te realiseren en dat het bijgevolg van belang is dat zij onverwijld wordt opgericht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 maart 1997 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en Onze Minister van Vervoer en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De eerste statuten van HST-Fin worden vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel en Onze Minister van Vervoer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT
De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

Bijlage bij het koninklijk besluit van 13 april 1997

HST - FIN. — STATUTEN

TITEL I. — *Benaming, zetel, doel, duur*

Artikel 1. De vennootschap heeft de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht.

De vennootschap wordt in het Nederlands « HST-Fin » genaamd en in het Frans « Financière TGV ».

In alle akten, aankondigingen, publicaties, briefwisseling en andere documenten uitgaande van de vennootschap, dient haar benaming steeds voorafgegaan of gevolgd te worden door de vermelding « naamloze vennootschap van publiek recht » of « société anonyme de droit public », naargelang het geval.

Art. 2. De vennootschap is onderworpen aan de gecoördineerde wetten op de handels-vennootschappen, in de mate dat hiervan niet wordt afgeweken door de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project (hierna « de basiswet »).

Art. 3. De zetel van de vennootschap is gevestigd te 1050 Brussel, Louizalaan 54.

De vennootschap zal een bedrijfszetel hebben te 1060 Brussel, Frankrijkstraat 85.

Bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur mag de zetel van de vennootschap of de in lid 2 bedoelde bedrijfszetel overgebracht worden naar iedere andere plaats in één van de negentien gemeenten van Brussel.

Art. 4. De vennootschap heeft tot doel deel te nemen in het kapitaal van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (de « N.M.B.S. ») teneinde, in het openbaar belang bij te dragen tot de verwezenlijking door laatstgenoemde van de infrastructuur en het rollend materieel noodzakelijk voor de exploitatie van de lijnen voor de Hogesnelheidstrein (« HST ») op het Belgisch grondgebied.

Zij kan te dien einde de inbreng verrichten waartoe zij door de basiswet wordt gelast, door inschrijving op door de N.M.B.S. uit te geven aandelen zonder stemrecht, volgens de voorwaarden die zijn vastgesteld door het beheersprotocol afgesloten overeenkomstig artikel 10 van de basiswet (het « Beheersprotocol met de Staat »).

Zij kan bovendien, overeenkomstig het Beheersprotocol met de Staat, overgaan tot de verkoop van de overreende goederen die, overeenkomstig artikel 6, § 2, van de basiswet, in de vennootschap zullen worden ingebracht.

La société peut réaliser son objet de manière directe ou indirecte, en participant à des sociétés, groupements ou associations ayant un objet similaire ou complémentaire au sien. Elle peut, à ces fins, accomplir tous actes de nature immobilière, mobilière, financière, civile ou commerciale, nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet. Elle peut acquérir, vendre, louer, hypothéquer, détenir et gérer, prêter et emprunter, garantir et donner des sûretés sur tous biens immobiliers ou mobiliers, corporels ou incorporels, de quelque nature que ce soit.

Art. 5. La société a une durée illimitée.

TITRE II. — *Capital, actions, obligations*

Art. 6. Le capital social est fixé à trente deux milliards (32.000.000.000) de francs belges et est représenté par trente deux mille (32.000) actions conférant le droit de vote, sans mention de valeur nominale.

Il existe deux catégories d'actions :

- les actions de la catégorie A comprennent les actions numérotées de 1 à 22.000 (inclus) émises en contrepartie de l'apport en espèces de 22 milliards de francs belges souscrit par la Société fédérale de Participations (la « S.F.P. ») conformément à l'article 6, § 1^{er}, de la loi de base;

- les actions de la catégorie B comprennent les actions numérotées de 22.001 à 32.000 (inclus) émises en contrepartie de l'apport des biens immobiliers d'une valeur totale d'au moins 10 milliards de francs belges souscrit par la S.N.C.B. conformément à l'article 6, § 2, de la loi de base. Cet apport est libéré à concurrence de un milliard cinq cent trente et un millions de francs belges, le solde devant être libéré d'au moins 20 pourcent au cours de chacune des années 1997, 1998 et 1999 et le reliquat éventuel au plus tard en l'an 2000. Conformément à l'article 6, § 2, de la loi de base, les biens immobiliers en question seront évalués, et feront l'objet des rapports visés à l'article 29bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au fur et à mesure qu'ils sont effectivement cédés à la Financière TGV à titre de libération des actions souscrites par la S.N.C.B.

Ces actions se voient reconnaître les mêmes droits sous réserve de ce qui est précisé par les présents statuts.

Art. 7. L'augmentation ou la réduction du capital est décidée par l'assemblée générale aux conditions requises pour la modification des statuts.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser la S.F.P. à participer à des augmentations du capital de la Financière TGV, hors droit de préférence, à concurrence d'un montant total de 8 milliards de francs.

Toute prime d'émission sera portée à un compte indisponible intitulé « prime d'émission » qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises par l'article 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Conformément à l'article 11 de la loi de base et à l'article 29, alinéa 3, des présents statuts, la décision de l'assemblée générale ne produira ses effets qu'après approbation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 8. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription seront appelés, s'il y a lieu, par les soins du conseil d'administration.

Si celui-ci juge utile ou nécessaire de faire des appels de fonds ultérieurs, il en fixera les époques et le montant, et il en avisera les actionnaires par une lettre recommandée par la poste, qui leur sera adressée au moins un mois avant l'époque fixée pour le versement.

Cet avis vaudra mise en demeure et, à défaut de versement aux époques qui seront fixées, un intérêt sera dû, de plein droit, calculé au taux de l'intérêt légal en vigueur à ce moment, à compter du jour de l'exigibilité du versement.

Art. 9. En vertu de l'article 7 de la loi de base, la S.F.P., la S.N.C.B. et les autres institutions de droit public relevant de l'Etat et agréées à cette fin par le Ministre des Transports doivent en tout temps détenir plus de 50 pourcent des droits de vote attachés aux titres émis par la société. Les titres ainsi détenus par ces institutions sont nominatifs.

De vennootschap kan haar doel direct of indirect verwezenlijken, door deel te nemen in vennootschappen, groeperingen of verenigingen die een doel hebben dat verwant is met of een aanvulling vormt op dat van haar. Zij kan te dien einde alle handelingen verrichten van onroerende, roerende, financiële, burgerlijke of commerciële aard, noodzakelijk of nuttig voor de verwezenlijking van haar doel. Zij kan verwerven, verkopen, verhuren, hypotheekeren, bezitten en beheren, ontlenen en uitlenen, waarborgen, en zekerheden verstrekken op alle onroerende of roerende goederen, lichamelijke of onlichamelijke, van om het even welke aard.

Art. 5. De vennootschap is voor onbepaalde tijd aangegaan.

TITEL II. — *Kapitaal, aandelen, obligaties*

Art. 6. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt tweeëndertig miljard (32.000.000.000) Belgische frank en wordt vertegenwoordigd door tweeëndertigduizend (32.000) stemrechtverlenende aandelen zonder vermelding van nominale waarde.

Er bestaan twee categorieën aandelen :

- de aandelen van categorie A omvatten de aandelen genummerd van 1 tot en met 22.000, uitgegeven ter vergoeding van de inbreng in specien van 22 miljard Belgische frank, door de Federale Participatie-maatschappij (de « F.P.M. ») overeenkomstig artikel 6, § 1, van de basiswet;

- de aandelen van categorie B omvatten de aandelen genummerd van 22.001 tot en met 32.000, uitgegeven ter vergoeding van de inbreng van onroerende goederen voor een totale waarde van ten minste 10 miljard Belgische frank door de N.M.B.S., overeenkomstig artikel 6, § 2, van de basiswet. Op deze inbreng is voor één miljard vijfhonderd eenendertig miljoen Belgische frank gestort; het saldo dient te worden gestort ten belope van ten minste 20 procent gedurende elk van de jaren 1997, 1998, 1999 en het eventuele overschot ten laatste in het jaar 2000. Overeenkomstig artikel 6, § 2, van de basiswet worden de betreffende onroerende goederen gewaardeerd, en maken zij het voorwerp uit van de verslagen bedoeld in artikel 29bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, naarmate zij effectief worden overgedragen aan HST-Fin bij wijze van storting op de aandelen waarop de N.M.B.S. heeft ingeschreven.

Aan deze aandelen worden dezelfde rechten toegekend, onder voorbehoud van hetgeen wordt bepaald door deze statuten.

Art. 7. Tot verhoging of verlaging van het maatschappelijk kapitaal wordt besloten door de algemene vergadering volgens de voorwaarden vereist voor de wijziging van de statuten.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de F.P.M. machten om deel te nemen aan kapitaalverhogingen van HST-Fin, buiten voorkeurrecht, ten belope van een totaal bedrag van 8 miljard frank.

Iedere uitgiftepremie wordt geboekt op een onbeschikbare rekening, « uitgiftepremie » genaamd, die, op gelijke voet met het kapitaal, tot waarborg van derden strekt en slechts kan worden verminderd of opgeheven krachtens een beslissing van de algemene vergadering, genomen onder de voorwaarden van quorum en meerderheid vereist door artikel 72 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Overeenkomstig artikel 11 van de basiswet en artikel 29, derde lid, van deze statuten, heeft de beslissing van de algemene vergadering slechts uitwerking na goedkeuring bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 8. De stortingen te verrichten op aandelen die niet volledig werden volstort bij hun inschrijving, worden, indien daartoe aanleiding bestaat, opgevraagd door de raad van bestuur.

Indien deze het nuttig of noodzakelijk acht later stortingen op te vragen, bepaalt hij het tijdstip en het bedrag ervan en brengt hij de aandeelhouders daarvan op de hoogte bij een ter post aange tekende brief die ten minste één maand vóór de storting wordt verzonden.

Deze kennisgeving geldt als ingebrekestelling, en, bij gebreke van storting op de vastgestelde tijdstippen, is van rechtswege interest verschuldigd, berekend aan de op dat ogenblik geldende wettelijke interestvoet, te rekenen vanaf de dag waarop de storting opeisbaar wordt.

Art. 9. Krachtens artikel 7 van de basiswet, moeten de F.P.M., de N.M.B.S. en de andere instellingen van publiek recht die van de Staat afhangen en daartoe erkend zijn door de Minister van Vervoer, op elk ogenblik meer dan 50 procent bezitten van de stemrechten verbonden aan de door de vennootschap uitgegeven effecten. De effecten die aldus in het bezit zijn van deze instellingen, zijn op naam.

La société tient au siège social un registre des actions nominatives dans lequel sont mentionnés le nom des actionnaires ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les versements effectués sur ces actions. Les cessions et transferts d'actions sont également portés dans ce registre.

Si une action appartient à plusieurs propriétaires, l'exercice des droits y attachés est suspendu jusqu'à ce qu'une seule et même personne soit désignée comme propriétaire de l'action à l'égard de la société.

Art. 10. Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, ni s'immiscer de quelque manière que ce soit dans sa gestion. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux comptes annuels et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 11. Les emprunts, obligataires ou autres, contractés par la société et dont les conditions ont préalablement été approuvées par le Ministre des Finances bénéficient de la garantie de l'Etat pour leur montant principal, intérêts et autres charges et frais. Le montant total de ces emprunts, en principal restant à rembourser, ne pourra à aucun moment excéder 100 milliards de francs belges.

Les obligations de la société en vertu de conventions visant à couvrir les risques afférents aux emprunts visés à l'alinéa précédent en raison des fluctuations des taux d'intérêt ou des taux de change de monnaies, bénéficient également de la garantie de l'Etat pour autant que les termes de ces conventions aient préalablement été approuvés par le Ministre des Finances.

Dans la mesure où l'encours de ses emprunts garantis par l'Etat dépasse un montant total de 75 milliards de francs belges, la société est tenue de payer à l'Etat, sur l'excédent, une prime de garantie dont le montant et les modalités de calcul sont fixés par le Roi.

TITRE III. — Administration, contrôle

A. Conseil d'administration

Art. 12. La société est administrée par un conseil d'administration qui se compose de douze membres nommés par l'assemblée générale pour six ans et dont le mandat est renouvelable.

Le conseil d'administration comprend autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

Six membres seront choisis parmi des candidats proposés par l'Etat, représenté par le Ministre des Transports et le Ministre des Finances; trois membres sont choisis parmi des candidats proposés par les titulaires d'Actions A et trois membres sont désignés parmi des candidats proposés par les titulaires d'Actions B.

Le conseil d'administration élit en son sein un président choisi parmi les administrateurs présentés par les titulaires d'Actions A et un administrateur-délégué, de régime linguistique différent, choisi parmi les administrateurs présentés par les titulaires d'Actions B.

La limite d'âge des administrateurs est de 65 ans.

Art. 13. Les membres du conseil d'administration peuvent démissionner moyennant communication écrite au conseil. L'administrateur démissionnaire est tenu de rester en fonction jusqu'à ce qu'il puisse raisonnablement être pourvu à son remplacement.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restés en fonction auront le droit d'y pourvoir provisoirement en veillant au respect des règles de représentation visées à l'article 12. L'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procédera à l'élection définitive. Le membre élu de la sorte achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 14. Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération ou jetons de présence, seuls leurs frais étant remboursés par la société.

Art. 15. Le conseil d'administration adopte la politique générale de la société et adopte le programme financier de l'exercice, dans le cadre du Protocole de gestion avec l'Etat.

Il a le pouvoir d'accomplir, aux conditions fixées par le Protocole de gestion avec l'Etat, tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale. Il délègue à l'administrateur-délégué la gestion journalière.

De vennootschap houdt op de maatschappelijke zetel een register van de aandelen op naam bij, waarin de naam van de aandeelhouders wordt vermeld, alsmede het aantal aandelen in het bezit van ieder van hen en de op deze aandelen verrichte stortingen. De overdrachten en overgangen van aandelen worden eveneens in dit register vermeld.

Indien een aandeel toebehoort aan verschillende eigenaars, wordt de uitoefening van de eraan verbonden rechten geschorst tot wanneer één en dezelfde persoon ten aanzien van de vennootschap wordt aangewezen als eigenaar van het aandeel.

Art. 10. De schuldeisers van een aandeelhouder kunnen, onder generlei voorwendsel, de verzegeling veroorzaken van de goederen of waarden van de vennootschap, noch zich op enigerlei wijze in haar bestuur inmengen. Zij dienen zich voor de uitoefening van hun rechten te houden aan de jaarrekeningen en de beslissingen van de algemene vergadering.

Art. 11. De obligatie- of andere leningen die de vennootschap aangaat en waarvan de voorwaarden vooraf zijn goedgekeurd door de Minister van Financiën, genieten Staatswaarborg voor hun hoofdsom, interesten en andere lasten en kosten. Het totaal bedrag van deze leningen, in nog uitstaande hoofdsom, mag op geen enkel ogenblik 100 miljard Belgische frank overschrijden.

De verbintenissen van de vennootschap krachtens overeenkomsten die ertoe strekken de risico's te dekken verbonden aan de in het vorige lid bedoelde leningen ten gevolge van rente- of koersschommelingen, genieten eveneens Staatswaarborg, voor zover de termen van deze overeenkomsten vooraf zijn goedgekeurd door de Minister van Financiën.

In de mate dat het uitstaand bedrag van haar leningen onder Staatswaarborg een totaal bedrag van 75 miljard Belgische frank overschrijdt, zal de vennootschap op het excédent aan de Staat een garantiëpremie betalen waarvan het bedrag en de berekeningswijze door de Koning worden bepaald.

TITEL III. — Bestuur, controle

A. Raad van bestuur

Art. 12. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit twaalf leden, die benoemd worden door de algemene vergadering voor zes jaar en waarvan het mandaat hernieuwbaar is.

De raad van bestuur telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

Zes leden worden benoemd onder kandidaten voorgedragen door de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Vervoer en de Minister van Financiën; drie leden worden benoemd onder kandidaten voorgedragen door de houders van Aandelen A en drie leden worden benoemd onder kandidaten voorgedragen door de houders van Aandelen B.

De raad van bestuur kiest uit zijn midden een voorzitter onder de bestuurders voorgedragen door de houders van Aandelen A en een gedelegeerd-bestuurder, behorend tot een verschillend taastelsel, onder de bestuurders voorgedragen door de houders van Aandelen B.

De leeftijdsgrens van de bestuurders is 65 jaar.

Art. 13. De leden van de raad van bestuur kunnen ontslag nemen mits schriftelijke mededeling aan de raad. De ontslagnemende bestuurder is verplicht in functie te blijven tot wanneer redelijkerwijs in zijn vervanging kan voorzien worden.

Indien een plaats van bestuurder vacant is, hebben de in functie gebleven bestuurders het recht hierin voorlopig te voorzien, op voorwaarde dat de voordrachtregels bedoeld in artikel 12, in acht worden genomen. Op haar eerstvolgende bijeenkomst zal de algemene vergadering overgaan tot de definitieve verkiezing. Het aldus gekozen lid voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Art. 14. De leden van de raad van bestuur ontvangen geen bezoldiging of presentiegeld; de vennootschap betaalt alleen hun kosten terug.

Art. 15. De raad van bestuur bepaalt het algemeen beleid van de vennootschap en stelt het financiële programma voor het boekjaar vast, in het kader van het Beheersprotocol met de Staat.

Hij is bevoegd om, volgens de voorwaarden bepaald door het Beheersprotocol met de Staat, alle handelingen te stellen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de vennootschap, met uitzondering van deze die de wet voorbehoudt aan de algemene vergadering. Hij draagt het dagelijks bestuur op aan de gedelegeerd-bestuurder.

Pour l'exécution du Protocole de gestion avec l'Etat, le conseil décide de toute opération de cession, d'apport, de lotissement ou de démembrement du patrimoine immobilier de la société ou de constitution de droits réels immobiliers. Il décide également de tous emprunts, à court, à moyen ou à long terme, en devises belges ou étrangères, auprès de tous investisseurs belges, étrangers, publics ou privés et de toute convention visant à couvrir les risques afférents auxdits emprunts en raison des fluctuations des taux d'intérêt ou des taux de change des monnaies.

Le conseil d'administration veille en outre à exécuter les tâches qui lui seraient confiées par le Roi en exécution de l'article 3, § 2, alinéa 2 de la loi de base, en vue d'assurer la transparence de l'utilisation des fonds apportés à la S.N.C.B. et le contrôle de leur affectation finale aux investissements visés à l'article 2 de la loi de base.

Le conseil d'administration ou son président peut à tout moment demander à l'administrateur-délégué un rapport spécial sur les activités de la société ou sur certaines d'entre elles.

Art. 16. Le conseil d'administration crée un comité d'accompagnement financier et en définit les pouvoirs.

Le comité d'accompagnement financier est composé de six membres. Le président du conseil d'administration et l'administrateur-délégué sont membres de plein droit. Le comité est composé pour le surplus de quatre spécialistes, administrateurs ou non. Le commissaire du Gouvernement est invité aux réunions du comité et y siège avec voix consultative.

Le comité d'accompagnement financier entend chaque mois le rapport préparé par l'administrateur-délégué sur la gestion financière de la société.

Art. 17. Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an sur convocation du président.

Le président peut convoquer le conseil d'administration aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige ou à la demande de l'administrateur-délégué.

Le conseil d'administration est présidé par le président ou, en cas d'empêchement, par le doyen d'âge des administrateurs présents.

La réunion du conseil est tenue au siège de la société ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Art. 18. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité simple.

En cas de partage des voix, le président ou le membre qui le remplace, conformément à l'article 17, a voix prépondérante.

L'administrateur empêché peut, par simple lettre, télégramme, télex ou télécopie, afin de se faire représenter à une réunion déterminée, donner mandat à un des autres membres du conseil d'administration. Un administrateur ne peut toutefois représenter qu'un seul autre membre du conseil.

Art. 19. Sans préjudice du pouvoir général de représentation du conseil d'administration, et sous réserve des pouvoirs délégués à l'administrateur-délégué, la société est valablement représentée, soit par le président et l'administrateur-délégué, soit par l'un d'eux et un administrateur.

B. Administrateur-Délégué

Art. 20. L'administrateur-délégué assure la gestion journalière de la société et il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration ou par le comité d'accompagnement financier dans le cadre de la gestion financière de la société.

Il rend compte régulièrement de l'exercice de ces pouvoirs.

Il prépare et exécute les délibérations du conseil d'administration.

L'administrateur-délégué peut déléguer certains de ses pouvoirs à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

L'administrateur-délégué ne perçoit aucune rémunération.

C. Contrôle par les commissaires-reviseurs

Art. 21. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires.

Voor de uitvoering van het Beheersprotocol met de Staat, beslist de raad over elke verrichting van overdracht, inbreng, verkaveling of opsplitsing van het onroerend vermogen van de vennootschap of van vestiging van onroerende zakelijke rechten. Hij beslist eveneens over alle leningen, op korte, middellange of lange termijn, in Belgische of vreemde deviezen, bij om het even welke Belgische, buitenlandse, openbare of private investeerders, en over iedere overeenkomst tot dekking van de risico's verbonden aan de bedoelde leningen ten gevolge van rente- of koersschommelingen.

De raad van bestuur voert bovendien de taken uit die de Koning hem eventueel ter uitvoering van artikel 3, § 2, tweede lid van de basiswet heeft toevertrouwd met het oog op de doorzichtige aanwending van het in de N.M.B.S. ingebrachte kapitaal en de controle op de uiteindelijke bestemming ervan voor de in artikel 2 van de basiswet bedoelde investeringen.

De raad van bestuur of zijn voorzitter kunnen te allen tijde van de gedelegeerd-bestuurder een bijzonder verslag vragen over de werkzaamheden van de vennootschap of bepaalde daarvan.

Art. 16. De raad van bestuur richt een comité van financiële begeleiding op en bepaalt er de bevoegdheden van.

Het comité van financiële begeleiding is samengesteld uit zes leden. De voorzitter van de raad van bestuur en de gedelegeerd-bestuurder zijn van rechtswege lid. Het comité wordt voor het overige samengesteld uit vier specialisten, al dan niet bestuurders. De Regeringscommissaris wordt uitgenodigd op de vergaderingen van het comité en zetelt er met raadgevende stem.

Het comité van financiële begeleiding hoort iedere maand het door de gedelegeerd-bestuurder opgestelde verslag over het financieel beheer van de vennootschap.

Art. 17. De raad van bestuur komt ten minste vier maal per jaar samen, na oproeping door de voorzitter.

De voorzitter kan de raad van bestuur bijeenroepen zo dikwijls als het belang van de vennootschap het vereist of op verzoek van de gedelegeerd-bestuurder.

De raad van bestuur wordt voorgezeten door de voorzitter of, indien hij verhinderd is, door de oudste van de aanwezige bestuurders.

De vergadering van de raad wordt gehouden op de zetel van de vennootschap of op elke andere plaats vermeld in de oproepingsbrief.

Art. 18. De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en besluiten, wanneer ten minste de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van het lid dat hem vervangt overeenkomstig artikel 17, doorslaggevend.

De bestuurder die verhinderd is, kan bij eenvoudige brief, telegram, telefax of telex, teneinde zich te laten vertegenwoordigen op een welbepaalde vergadering, volmacht geven aan één van de andere leden van de raad van bestuur. Nochtans kan een bestuurder slechts één ander lid van de raad vertegenwoordigen.

Art. 19. Onverminderd de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur, en onder voorbehoud van de aan de gedelegeerd-bestuurder opgedragen bevoegdheden, wordt de vennootschap geldig vertegenwoordigd hetzij door de voorzitter en de gedelegeerd-bestuurder, hetzij door één van hen en een bestuurder.

B. Gedelegeerd-Bestuurder

Art. 20. De gedelegeerd-bestuurder zorgt voor het dagelijks bestuur van de vennootschap en hij oefent de bevoegdheden uit die hem worden opgedragen door de raad van bestuur of door het comité van financiële begeleiding in het kader van het financieel beheer van de vennootschap.

Hij geeft regelmatig rekenschap van de uitoefening van die bevoegdheden.

Hij bereidt de beraadslagingen van de raad van bestuur voor en voert ze uit.

De gedelegeerd-bestuurder kan bepaalde van zijn bevoegdheden opdragen aan personeelsleden. Hij kan toestaan dat deze worden gesubdelegeerd.

De gedelegeerd-bestuurder ontvangt geen enkele bezoldiging.

C. Controle door de commissarissen-revisoren

Art. 21. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt aan één of meer commissarissen opgedragen.

Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises (I.R.E.).

L'assemblée générale détermine le nombre de commissaires et fixe une rémunération qui garantit le respect des normes de contrôle édictées par l'I.R.E. Cette rémunération consiste en une somme fixe, établie au début de leur mandat, conformément à l'article 64^{ter} des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Lorsque plusieurs commissaires sont nommés, ils forment un collège, conformément à l'article 64, § 1^{er}, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans renouvelable.

D. Contrôle par le commissaire du Gouvernement

Art. 22. La société est soumise au contrôle du Ministre des Finances et du Ministre des Transports (ci-après les « Ministres »). Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement qui veille au respect de la loi, des statuts et du Protocole de gestion avec l'Etat. Le commissaire du Gouvernement est nommé et révoqué par le Roi sur proposition conjointe des Ministres.

Le commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions des organes de gestion de la société et y siège avec voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, de tous les livres et documents de la société. Il peut requérir de ses administrateurs, agents et préposés toutes informations et peut procéder à toutes vérifications qui lui paraissent utiles. Il lui est remis chaque trimestre par le conseil d'administration un état comptable établi selon le schéma de bilan et de compte de résultats.

Le commissaire du Gouvernement peut suspendre et dénoncer aux Ministres toute décision des organes de gestion de la société qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou au Protocole de gestion avec l'Etat. A cet effet, il dispose d'un délai de quatre jours francs à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant qu'il y ait été régulièrement convoqué, et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. La décision en cause ne peut être exécutée que si aucun des Ministres ne s'y est opposé dans les huit jours de la suspension.

TITRE IV. — Assemblée générale des actionnaires

Art. 23. L'assemblée générale annuelle des actionnaires a lieu le troisième mardi du mois de mars à 11 heures au siège social, ou en tout autre endroit de l'arrondissement administratif dans lequel la société a son siège social, et qui est indiqué dans la convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour suivant.

L'assemblée générale annuelle est convoquée par le conseil d'administration.

Art. 24. L'assemblée générale a les compétences qui lui sont attribuées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales et les présents statuts.

Art. 25. Le conseil d'administration ou les commissaires-réviseurs peuvent convoquer une assemblée générale extraordinaire.

Le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires qui représentent ensemble au moins un cinquième du capital social.

Art. 26. La convocation à l'assemblée générale contient l'ordre du jour.

Elle est réalisée conformément aux dispositions de l'article 73 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 27. Chaque actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire. Chaque mandataire ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 28. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par l'administrateur le plus âgé.

Le secrétaire, actionnaire ou non, est désigné par le président. L'assemblée choisit deux scrutateurs.

Le président, le secrétaire et les scrutateurs forment le bureau.

Les actionnaires ou leur mandataires signent la liste des présences en y indiquant leur identité ainsi que le nombre d'actions avec lesquelles ils participent à l'assemblée.

De commissarissen worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren (I.B.R.).

De algemene vergadering bepaalt het aantal commissarissen en stelt een bezoldiging vast die de naleving waarborgt van de controlenormen uitgevaardigd door het I.B.R. Deze vergoeding bestaat in een vaste som, vastgesteld bij de aanvang van hun mandaat, overeenkomstig artikel 64^{ter} van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Wanneer verschillende commissarissen zijn benoemd, vormen zij een college, overeenkomstig artikel 64, § 1, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

D. Toezicht door de Regeringscommissaris

Art. 22. De vennootschap is onderworpen aan de controle van de Minister van Financiën en van de Minister van Vervoer (hierna de « Ministers »). Deze controle wordt uitgeoefend door een Regeringscommissaris die waakt over de naleving van de wet, de statuten en het Beheersprotocol met de Staat. De Regeringscommissaris wordt benoemd en ontslagen door de Koning, op gezamenlijke voordracht van de Ministers.

De Regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de bestuursorganen van de vennootschap en hij zetelt er met raadgevende stem. Hij kan op elk ogenblik, zonder verplaatsing, kennis nemen van alle boeken en documenten van de vennootschap. Hij kan aan haar bestuurders, agenten en aangestelden alle inlichtingen vragen en kan alle verificaties uitvoeren die hem nuttig lijken. Elk trimester overhandigt de raad van bestuur hem een boekhoudkundige staat die is opgesteld overeenkomstig het schema van de balans en de resultatenrekening.

De Regeringscommissaris kan iedere beslissing van de bestuursorganen van de vennootschap die hij strijdig acht met de wet, de statuten of het Beheersprotocol met de Staat, schorsen en ter kennis van de Ministers brengen. Hij beschikt daartoe over een termijn van vier vrije dagen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover hij daartoe regelmatig is opgeroepen, en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop hij ervan kennis heeft gekregen. De betrokken beslissing kan alleen worden uitgevoerd indien geen van de Ministers er zich heeft tegen verzet binnen de acht dagen na de schorsing.

TITEL IV. — Algemene vergadering van de aandeelhouders

Art. 23. De jaarlijkse algemene vergadering van de aandeelhouders heeft plaats de derde dinsdag van de maand maart om 11 uur op de maatschappelijke zetel of op enige andere plaats van het bestuursrechtelijk arrondissement waarin de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft, en die vermeld wordt in de oproeping. Indien die dag een wettelijke feestdag is, wordt de vergadering de volgende dag gehouden.

De jaarlijkse algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur.

Art. 24. De algemene vergadering heeft de bevoegdheden die haar zijn toegekend door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en deze statuten.

Art. 25. De raad van bestuur of de commissarissen-revisoren kunnen een buitengewone algemene vergadering bijeenroepen.

De raad van bestuur dient de vergadering bijeen te roepen op verzoek van één of meer aandeelhouders die samen ten minste één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 26. De oproeping tot de algemene vergadering bevat de agenda.

Zij moet voldoen aan de bepalingen van artikel 73 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 27. Iedere aandeelhouder kan zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een lasthebber. Een lasthebber kan slechts drager zijn van één enkele volmacht.

Art. 28. De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, in zijn afwezigheid, door de oudste bestuurder.

De secretaris, al dan niet aandeelhouder, wordt aangewezen door de voorzitter. De vergadering kiest twee stemopnemers.

De voorzitter, de secretaris en de stemopnemers vormen het bureau.

De aandeelhouders of hun lasthebbers ondertekenen de presentielijst waarop zij hun identiteit vermelden, alsmede het aantal aandelen waarmee zij deelnemen aan de vergadering.

Art. 29. Sauf en cas de modification des statuts, l'assemblée générale décide à la majorité simple des voix, quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés à l'assemblée.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si les actionnaires ayant le droit de vote présents ou représentés à la réunion représentent la moitié du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés. Une modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sans préjudice des majorités particulières prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Conformément à l'article 11 de la loi de base, toute modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 30. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les expéditions à délivrer aux tiers sont signées par deux administrateurs.

TITRE V. — Inventaire, comptes annuels, répartition, réserves

Art. 31. Chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels de la société ainsi qu'un rapport annuel de gestion, conformément à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le rapport de gestion contiendra un résumé de l'état d'exécution, au moment de son établissement, du Protocole de gestion avec l'Etat.

Art. 32. Le mode de distribution du bénéfice net, après prélèvement d'un vingtième au moins pour former la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital social, est décidé par l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut décider de mettre en réserve tout ou partie du bénéfice.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et de la manière déterminées par le conseil d'administration.

Art. 33. Le conseil d'administration a le pouvoir de distribuer un acompte à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice, conformément à l'article 77ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

TITRE VI. — Liquidation

Art. 34. En cas de liquidation de la société, le boni dégagé après apurement de toutes les dettes et frais de liquidation sera affecté au remboursement du capital versé sur les actions et au remboursement de la prime d'émission éventuellement constituée par la S.N.C.B. lors de l'apport des biens immobiliers conformément à l'article 6, § 2, de la loi de base, puis réparti entre toutes les actions.

TITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 35. Le premier exercice social sera clôturé le 31 décembre 1997.

Vu pour être annexé à n Notre arrêté du 13 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Transports,

M. DAERDEN

Art. 29. Behalve in geval van statutenwijziging, beslist de algemene vergadering bij gewone meerderheid van stemmen, ongeacht het aantal op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders.

De algemene vergadering kan over wijzigingen aan de statuten alleen dan op geldige wijze beraadslagen, indien de voorgestelde wijzigingen bepaaldelijk zijn aangegeven in de oproeping, en indien de op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde stemgerechtigde aandeelhouders de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Indien deze laatste voorwaarden niet is vervuld, is een nieuwe oproeping noodzakelijk en de nieuwe vergadering beraadslaagt geldig, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders. Een wijziging is slechts aangenomen indien zij drie vierden behaalt van de stemmen waarmee aan de stemming wordt deelgenomen, onverminderd de bijzondere meerderheden bepaald in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Overeenkomstig artikel 11 van de basiswet, heeft een statutenwijziging slechts uitwerking na goedkeuring door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 30. De notulen van de algemene vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau en de aandeelhouders die erom verzoeken. De uittreksels ten behoeve van derden worden ondertekend door twee bestuurders.

TITEL V. — Inventaris, jaarrekening, verdeling, reserves

Art. 31. Elk jaar maakt de raad van bestuur een inventaris op en de jaarrekening van de vennootschap, alsmede een jaarverslag, overeenkomstig artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het bestuursverslag bevat een samenvatting van de stand van uitvoering, op het ogenblik dat het wordt opgesteld, van het Beheersprotocol met de Staat.

Art. 32. De wijze van uitkering van de nettowinst, na voorafneming van minimum één twintigste om de wettelijke reserve te vormen tot wanneer deze reserve één tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt, wordt beslist door de algemene vergadering.

De algemene vergadering kan besluiten om de winst geheel of gedeeltelijk te reserveren.

De dividenden worden betaald op de tijdstippen en op de wijze bepaald door de raad van bestuur.

Art. 33. De raad van bestuur heeft de bevoegdheid om een interim-dividend uit te keren, te verrekenen met het dividend dat zal worden uitgekeerd op de resultaten van het boekjaar, overeenkomstig artikel 77ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

TITEL VI. — Vereffening

Art. 34. In geval van vereffening van de vennootschap, zal de bonus die overblijft na aanzuivering van alle schulden en kosten van vereffening, worden bestemd voor de terugbetaling van het kapitaal gestort op de aandelen en voor de terugbetaling van de uitgiftepremie die eventueel door de N.M.B.S. is gevormd bij de inbreng van de onroerende goederen overeenkomstig artikel 6, § 2, van de basiswet, en zal vervolgens over alle aandelen worden verdeeld.

TITEL VII. — Overgangsbepalingen

Art. 35. Het eerste boekjaar wordt afgesloten op 31 december 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 13 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Vervoer,

M. DAERDEN